



## L'imposture sociale de l'extrême-droite sur le dossier retraite

Le Rassemblement National s'inscrit dans une posture d'opposant au gouvernement et à Macron dans la séquence politique et sociale que nous traversons. Ses dirigeants défilent sur les plateaux de télévision, communiquent à outrance pour tenter de récupérer la légitime colère sociale provoquée par le projet gouvernemental de contre-réforme des retraites. Ils ont lancé une pétition pour exiger un référendum pour « une retraite digne et juste ».

Mais que disent-ils vraiment ? Absolument rien sur leurs positions concernant notre système de retraite solidaire par répartition et la nécessité de le maintenir. Au contraire, ils vont jusqu'à déposer à l'Assemblée Nationale une motion référendaire pour rendre aux français le choix de leur modèle social...

Rien sur la prise en compte de la pénibilité au travail !  
Rien sur la prise en compte du nombre d'années d'études et les congés maternité !  
Rien sur un engagement à sécuriser le système par répartition !

Depuis 2012, on retrouve dans le programme présidentiel de Le Pen cette « brillante » analyse : « ...mais si malgré de fortes économies à faire sur les dépenses néfastes de l'Etat, le système de retraite reste fragile, et en danger, alors les français accepteront les sacrifices qu'on leur demandera en augmentant la durée des cotisations ».

Il est nécessaire de faire savoir à quel point l'extrême droite est dans le camp du capital, que sa stratégie de charme envers les travailleurs en reprenant des thématiques sociales est purement démagogique et ne vise qu'un objectif électoraliste !

**Leurs premiers votes à l'Assemblée nationale démontrent très clairement leur véritable imposture sociale.**

Ils ont voté :

- Contre l'augmentation du SMIC à 1.500 €,
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation,
- Contre l'encadrement des salaires,
- Contre le blocage des prix de première nécessité,
- Contre la gratuité des premiers mètres cube d'eau,
- Contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes,
- Contre la revalorisation des petites retraites,

- **Contre** la garantie d'autonomie à 1.063 euros,
- **Contre** le gel des prix des loyers,
- **Contre** l'augmentation des hébergements d'urgence,
- **Contre** le rétablissement de l'ISF,
- **Contre** la taxe sur les superprofits,
- **Contre** la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros,
- **Contre** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe,
- **Contre** le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires,
- **Contre** un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes...

Par contre, ils ont voté :

- **Pour** la fin des droits au chômage après abandon de poste,
- **Pour** l'arrêt des allocations chômage pour qui refuse un CDI à la fin de son CDD,
- **Pour** réduire les droits au chômage des étrangers hors union européenne,
- **Pour** interdire la présence d'étrangers au sein des IRP,
- **Pour** limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles,
- **Pour** la hausse de défiscalisation des heures supplémentaires,
- **Pour** la suppression de la redevance audiovisuelle,
- **Pour** l'exclusion de l'achat de mangas du pass culture.

Face à cette situation et dans les suites de nos positions antifasciste historiques, il est inconcevable pour la CGT et ses militants de rencontrer les groupes RN ou bien échanger avec un de leurs représentant.e.s !

Enfin, aucun élu-e-s RN n'a sa place dans nos cortèges syndicaux !

Pour rappel, ils combattent très régulièrement les organisations syndicales, leurs militant.e.s, et prônent un autre syndicalisme dans la lignée historique du corporatisme d'extrême droite visant à nier tout rapport de classe et de lutte des classes, à réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs... tout un programme aux antipodes des enjeux de classe à l'œuvre actuellement !